EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	MAROC	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr	7 »
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
 Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en
 timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires (la ligne de
 légales } 34 lettres, corps 8,
 et administratives } sur 4 colonnes . . . 1 fr.
 (Arrêté Résidentiel du 26 Janvier 1918 — B. O.
 n° 276 du 4 Février 1918).

Pour les annonces réclames, s'adresser à la
 Direction du *Bulletin Officiel*, Résidence Gé-
 nérale, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	PAGES
1. — Dahir du 13 Août 1918 (5 Kaada 1336) autorisant la mise en vente de la propriété domaniale dite « Adir de Guertit » dans le R'arb. Cahier des Charges.	793
2. — Arrêté du Directeur Général des Travaux Publics du 9 Août 1918 portant ouverture d'une enquête de commodo et incommodo au sujet de l'installation d'une usine de salaisons dans la banlieue de Meknès	796
3. — Arrêté du Directeur Général des Travaux Publics du 6 Août 1918 interdisant la circulation des véhicules de poids lourds sur certaines parties des routes n° 2 de Rabat à Tanger et n° 3 de Kénitra à Fès.	796
4. — Arrêté du Directeur Général des Travaux Publics du 10 Août 1918 interdisant l'extraction de matériaux dans la banlieue de Fès.	796
5. — Nominations	797
6. — Erratum au B. O. n° 303 du 12 Août 1918	797

PARTIE NON OFFICIELLE

7. — Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 10 Août 1918.	797
8. — Décès du Caïd Si Madani el Glaoui.	798
9. — Situation agricole au 1 ^{er} Août 1918	798
10. — Concours de moteurs à carburants nouveaux	798
11. — Organisation d'une entreprise de motoculture.	799
12. — Primes à la culture européenne.	799
13. — Avis aux réformés.	799
14. — Propriété Foncière. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 1660, 1678, 1679, 1680, 1681, 1683, 1684, 1685, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1627, 1698, 1699, 1700 ; Avis de clôtures de bornages n° 1171, 1178, 1183, 1186, 1191, 1193, 1195, 1223, 1234, 1255, 1261, 1271, 1272, 1277, 1278, 1295, 1297, 1300, 1303, 1306, 1312, 1313, 1314 ; Erratum à l'avis de clôture de bornage n° 497. — Conservation d'Oudjda : Extraits de réquisitions n° 172 et 173.	800
15. — Annonces et avis divers	808

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 13 AOUT 1918 (6 KAADA 1336)
 autorisant la mise en vente de la propriété domaniale
 dite « Adir de Guertit », dans le R'arb.

LOUANGE A DIEU SEUL!
 (Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
 Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;
 Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
 Haut en illustrer la teneur ! —
 Que Notre Majesté Chérifienne,
 Dans le but de favoriser le développement du R'arb ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la vente de la propriété
 makhzen dite « Adir de Guertit » située dans le R'arb, à
 Arbaoua (Région de Rabat), aux clauses et conditions pré-
 vues au Cahier des Charges ci-annexé.

Les actes de vente à intervenir au profit des Adjudica-
 taires reproduiront les clauses dudit Cahier des Charges et
 se référeront au présent Dahir.

Fait à Rabat, le 6 Kaada 1336.
 (13 août 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :
 Rabat, le 14 août 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,
 L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.,
 Secrétaire Général du Protectorat,
LALLIER DU COUDRAY.

CAHIER DES CHARGES

pour parvenir à la vente d'une propriété domaniale
 dite « Adir de Guertit »
 située dans le R'arb (Arbaoua), Région de Rabat

Dans le but de favoriser la mise en valeur du pays et
 après avis conforme du Comité de Colonisation, le Gouver-
 nement du Protectorat de l'État Chérifien a décidé la mise
 en vente aux enchères entre les demandeurs inscrits et
 agréés, de la propriété domaniale dite « Adir de Guertit »

désignée ci-dessous, aux clauses et conditions indiquées ci-après :

ARTICLE PREMIER. — La vente aura lieu le 16 septembre 1918, dans les bureaux de la Résidence Générale, à Rabat, et par voie d'adjudication aux enchères restreintes entre tous les demandeurs préalablement agréés par l'Administration.

ART. 2. — *Dépôt des demandes.* — Les demandeurs en acquisition devront avoir fait parvenir une demande écrite à la Résidence Générale (Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation), avant le 29 août 1918, dernier délai.

Ces demandes devront être appuyées de références précises, concernant les moyens financiers et agricoles dont disposent les demandeurs pour une mise en valeur rationnelle de la propriété conformément aux clauses du présent Cahier des Charges.

Elles seront examinées le lendemain, 30 août, par le Comité de Colonisation. L'Administration fera connaître immédiatement aux intéressés, et au besoin par la voie télégraphique, à l'adresse indiquée par eux, si leurs demandes sont retenues ou écartées.

Nul ne peut prétendre à l'acquisition d'un des lots mis en vente s'il a déjà acquis une propriété domaniale de colonisation au Maroc, pour laquelle il n'aurait pas encore satisfait aux clauses du Contrat.

ART. 3. — *Objet de la vente.* — L'immeuble mis en vente, dit « ADIR de GUERTIT », d'une surface de 1.445 hectares, est situé à 14 kilomètres environ à l'ouest de SOUQ EL ARBA DU R'ARB, sur l'oued M'Da, territoire de la Tribu de SEFIAN, Circonscription d'ARBAOUA, dans la région des basses dépressions du R'arb, entre l'oued M'Da et l'oued Kihal son affluent. (Région de Rabat).

Sous les réserves faites à l'article 22 ci-après, elle est vendue telle qu'elle se poursuit et comporte, telle au surplus, qu'elle est figurée et délimitée par un liseré rouge au plan ci-annexé.

ART. 4. — *Commission d'enchères.* — L'adjudication aura lieu devant une Commission d'enchères ainsi constituée :

Le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, ou son délégué, président ;

Le Chef du Service des Domaines, ou son délégué ;

Un représentant de M. le Secrétaire Général du Protectorat ;

Un Secrétaire.

Toute contestation qui s'élèverait au cours des enchères au sujet de l'interprétation de l'une quelconque des clauses du présent Cahier des Charges sera tranchée séance tenante par la Commission d'enchères. La séance d'enchères est publique.

ART. 5. — Les demandeurs agréés pourront se faire représenter à l'adjudication par un mandataire muni de pouvoirs réguliers.

Les simples lettres seront considérées comme pouvoirs réguliers à la condition que les signatures des mandants soient légalisées et que les mandataires soient connus de l'Administration et accrédités auprès d'elle.

L'adjudicataire n'aura pas faculté de déclarer command.

ART. 6. — *Mise à prix.* — *Enchères.* — La mise à prix est fixée à 108.000 francs.

Le montant de chaque enchère ne pourra être inférieur à mille francs (1.000 francs). La durée de chaque enchère sera de 5 minutes de montre.

L'adjudication ne pourra être prononcée qu'autant qu'une enchère au moins aura été portée sur la mise à prix.

ART. 7. — *Titre de propriété.* — Aussitôt après le prononcé de l'adjudication, l'adjudicataire signera le procès verbal d'enchères.

Il sera dressé ultérieurement, par les soins de l'Administration, un contrat constatant vente de l'immeuble sous clause résolutoire et aux conditions du présent Cahier des Charges.

Le titre définitif de propriété, consistant en un titre foncier d'immatriculation, ne sera délivré que lorsque les clauses de la vente auront été intégralement remplies. Jusqu'à là, l'Administration conserve par devers elle les deux originaux du Contrat dont *duplicata* sera remis à l'intéressé.

ART. 8. — *Entrée en jouissance.* — La prise de possession de l'immeuble vendu aura lieu le 1^{er} octobre 1918.

ART. 9. — *Paiement du prix.* — Le prix déterminé par l'adjudication sera payable en deux termes égaux, le premier exigible le jour de l'entrée en possession, et le second à l'expiration de la cinquième année de jouissance.

Le terme différé comporte, au profit de l'Etat, intérêt à 5 % du jour de la prise de possession jusqu'au jour du paiement.

Jusqu'au paiement intégral du prix, en principal et accessoires, l'immeuble vendu demeure spécialement affecté, par hypothèque ou nantissement, à la sûreté de ce paiement.

L'acquéreur aura la faculté de se libérer par anticipation du terme différé à toute époque qu'il jugera utile.

Clauses de mise en valeur. — *Clauses agricoles*

ART. 10. — L'acquéreur sera tenu aux obligations ci-après :

1^o Jusqu'à la délivrance de titre définitif, à ne pas sous-louer ou aliéner volontairement tout ou partie de l'immeuble vendu, et ce, à peine de nullité de la transaction incriminée et résiliation de la vente.

2^o A effectuer dans un délai de 5 ans, du jour de l'entrée en jouissance, une dépense de 150 francs par hectare, comme améliorations permanentes, ainsi décomptées :

La moitié (soit 75 fr. par hectare) en constructions permanentes, en maçonnerie ou en pié à la chaux, à l'usage d'habitation et d'exploitation (magasins, hangars, écuries, étables, bergeries, porcheries).

L'autre moitié, en défrichement, forage de puits et agencements, fossés d'assainissement, digues en terre, chemins d'accès, plantations diverses. Les dites plantations devront comprendre, à l'expiration de la 5^{ème} année 5.000 arbres, au moins (tels que saules, peupliers, eucalyptus, trembles, au bord des oueds et canaux, en vue de l'assainissement des lieux).

3^o A constituer un troupeau d'élevage dont l'effectif permanent devra, dès la fin de la 5^{ème} année, représenter une valeur d'au moins 50.000 francs, ce troupeau pouvant être composé au gré de l'acquéreur, à l'exclusion toutefois des ovins.

4° A entretenir en permanence sur l'exploitation un matériel agricole moderne (charrues, herses, lieuses, faucheuses, râcleuses, râtaux, presses à fourrage, batteuses, concasseuse, etc.) dont la valeur ne peut être inférieure à 40 francs par hectare.

5° A participer, le cas échéant, au moment de la réalisation du programme des travaux d'assainissement de la plaine du Sebou, aux travaux qui pourraient être entrepris sur sa propriété, en particulier pour la réfection de l'ancien lit de l'oued Kihal. Cet engagement ne sera valable pour l'acquéreur que jusqu'à concurrence d'une somme de 25 francs par hectare intéressé aux travaux éventuels à entreprendre.

Il sera tenu de faire partie de toute association ou syndicat à créer éventuellement en vue des travaux d'assainissement de l'oued sus-visé et de l'oued M'Da.

ART. 11. — L'acquéreur s'oblige à exploiter suivant les méthodes européennes à l'exclusion des procédés de cultures indigènes.

ART. 12. — L'accomplissement des obligations de mise en valeur et d'exploitation sera constaté, à l'expiration de la cinquième année, par un délégué du Service des Domaines et un délégué de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Les conclusions du rapport d'expertise seront communiquées à l'acquéreur. En cas de contestation, un arbitre sera nommé par le Juge de Paix de la Circonscription, sur simple requête de l'une ou l'autre partie.

Clauses générales

ART. 13. — L'acquéreur déclare bien connaître l'immeuble présentement vendu, sa consistance et ses limites. Il le prend tel qu'il se poursuit et comporte, sans pouvoir prétendre à indemnité ou recours contre l'État pour erreur d'estimation, vice caché ou erreur de contenance inférieure au vingtième de la surface déclarée.

En cas d'erreur de contenance supérieure au vingtième présumée par l'acquéreur, ce dernier aura un délai de trois mois, à dater de la prise de possession, pour déposer entre les mains de l'Administration une requête aux fins de mesurage contradictoire. La requête indiquera la surface déclarée. L'Administration ne pourra éluder la requête. Les frais de l'opération seront supportés par l'acquéreur.

En cas d'erreur reconnue supérieure au vingtième de la surface déclarée, l'acquéreur pourra obtenir, soit la résiliation du contrat, soit une réduction proportionnelle du prix de vente.

En cas de divergence d'appréciation entre les deux opérateurs, un expert-géomètre sera désigné comme arbitre par le Juge de Paix. Les frais de l'arbitrage incomberont à la partie succombante.

ART. 14. — Jusqu'à la délivrance du titre définitif de propriété, il est interdit à l'acquéreur ou à ses ayants droit de sous-louer ou d'aliéner volontairement, en totalité ou en partie, l'immeuble vendu, et ce, à peine de nullité de la transaction incriminée et résiliation de la vente.

ART. 15. — L'État fait réserve à son profit de la propriété des objets d'art et d'antiquité qui seraient découverts sur l'immeuble vendu.

ART. 16. — L'acquéreur jouira des servitudes actives et supportera les servitudes passives grevant la propriété,

sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres à ses risques et périls. Il sera notamment tenu de laisser en tout temps, à la libre circulation du public, les routes, chemins ou pistes, existant dans la propriété vendue.

ART. 17. — Sont et demeurent expressément exclus de la vente :

1° Les cours d'eau de toutes sortes et les terrains compris dans leurs francs-bords, les sources de toutes natures, les points d'eau à usage du public, les emprises des routes et chemins publics, voies ferrées, et, en général, toutes les dépendances du Domaine Public, telles qu'elles sont définies au Dahir du 1^{er} Juillet 1914 (7 Chaabane 1332).

La consistance définitive de ces dépendances du Domaine Public, ainsi que les droits d'usage qui y sont attachés, ne pourra résulter que d'une réglementation qu'il appartiendra à l'acquéreur de provoquer de la part de la Direction Générale des Travaux Publics ;

2° Les Marabouts, Koubbas, et Cimetières musulmans pouvant exister sur la propriété, leurs dépendances et leurs accès qui devront être laissés libres.

ART. 18. — Pendant 10 ans, à dater de l'entrée en jouissance, l'acquéreur est tenu de laisser établir, sur la propriété vendue, les routes, chemins, pistes, chemins de fer, points d'eau, passages de conduites d'eau ou de canaux d'irrigation qui seraient déclarés d'utilité publique. L'emprise nécessaire à ces installations est payée à l'ayant-droit pour le sol nu, au prix moyen à l'hectare payé aux Domaines par l'acquéreur primitif. Au cas où ces installations nécessiteraient la destruction de constructions, de plantations ou de cultures, de travaux d'aménagement, etc., effectués par ce dernier, il y aurait lieu à indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'experts.

ART. 19. — L'État vendeur ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'alimentation de la propriété en eau potable, l'ouverture et la viabilité des routes, chemins, pistes ou autres voies publiques, représentés ou non sur le plan de l'immeuble vendu.

L'établissement des ponceaux ou passages d'accès nécessaires pour relier les terrains vendus aux chemins limitrophes existant ou à créer, reste à la charge de l'acquéreur.

Ce dernier est tenu, lorsque les travaux le comportent, de se conformer aux alignements et nivellements à donner par l'Administration compétente.

ART. 20. — D'une manière générale, l'acquéreur devra prendre toutes les mesures utiles pour éviter la formation d'eaux stagnantes susceptibles de nuire à l'hygiène publique.

ART. 21. — Jusqu'à la délivrance du titre définitif de propriété, les agents de l'Administration auront droit d'accès et de circulation sur l'immeuble, pour la surveillance de l'exécution des clauses et charges du Contrat.

ART. 22. — *Sanctions en cas d'inexécution des clauses du Contrat.* — A défaut de paiement, à l'échéance prévue, du terme différé, ou d'inexécution de l'une quelconque des clauses du contrat, l'Administration aura la faculté, soit de poursuivre à l'encontre de l'acquéreur ou de ses ayants droit, l'exécution intégrale du contrat, soit d'en prononcer la résiliation pure et simple.

Toutefois, la résiliation ne pourra être prononcée qu'à l'expiration d'un délai minimum de six mois après mise en

demeure adressée à l'acquéreur d'avoir à satisfaire à ses engagements.

En cas de résiliation, le prix ou la partie du prix de vente encaissé par l'Etat est restitué à l'acquéreur sous déduction d'une retenue représentative de la valeur locative de l'immeuble, calculée à raison de 5 % par an du prix de vente proportionnellement à la durée de l'occupation.

La résiliation de la vente ne peut donner lieu à une demande en dommages-intérêts ou indemnité que dans le cas d'améliorations apportées à la propriété par l'acquéreur dépossédé et jusqu'à concurrence des impenses utiles

Impôts

ART. 23. — Tous impôts d'Etat ou taxes municipales actuellement en vigueur ou ceux qui seraient établis par la suite et afférents à l'immeuble vendu, sont à la charge de l'acquéreur.

Les frais de Timbre du contrat sont également à sa charge.

Le Chef du Service des Domaines,
DE CHAVIGNY.

ARRÊTÉ DU 9 AOÛT 1918 DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS portant ouverture d'enquête de commodo et incommodo

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Vu le Dahir du 25 août 1914, portant réglementation des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
Vu l'Arrêté Viziriel du même jour, portant classement des dits Etablissements ;
Vu la demande de la Société anonyme de Salaisons et Conserves de Meknès, en date du 19 juillet 1918 ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois, est ouverte à Meknès, en vue de l'installation et de l'exploitation d'une usine de Salaisons, comportant abattoir, au lieu dit : « Jardin El Fregui », à Dar Beïda, près Meknès.

ART. 2. — Le Chef des Services Municipaux de Meknès est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui sera inséré au *Bulletin Officiel* du Protectorat.

Rabat, le 9 août 1918.

P. le Directeur Général des Travaux Publics et par délégation
Le Chef du Service des Mines,
DAUM.

ARRÊTÉ DU 6 AOÛT 1918 DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS interdisant la circulation des véhicules de poids lourds sur certaines sections des routes n° 2, de Rabat à Tanger, et n° 3 de Kénitra à Fès.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Considérant que les chaussées de la route n° 2, de Rabat à Tanger (section comprise entre Kénitra et l'extrémité de la partie construite), et de la route n° 3 de Kénitra

à Fès (section comprise entre l'origine de la route et le kilomètre 18), en raison du défaut de résistance des matériaux qui les constituent, s'usent très rapidement, et que, tout au moins jusqu'au jour où elles pourront être consolidées par des rechargements, la circulation doit y être soumise à certaines limitations, si on ne veut pas la voir, à bref délai, totalement interrompue ;

Vu les dahirs sur la police du roulage des 3 Octobre 1914, 20 Novembre 1915 et 5 Août 1916 ;

Vu les propositions de l'Ingénieur, Chef du Service des Routes de la Région de Rabat ;

Vu l'avis du Colonel, Commandant ladite Région ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — A partir de ce jour, et jusqu'à nouvel ordre, la circulation des véhicules attelés de plus de deux colliers, est interdite sur la route n° 2 de Rabat à Tanger (partie comprise entre Kénitra et l'extrémité de la section construite), et sur la route n° 3 de Kénitra à Fès (partie comprise entre son origine et Sidi Yahia (kil. 18).

ART. 2. — Des poteaux indicateurs, sur lesquels sera affiché le présent arrêté, seront placés sur la route n° 2 à la sortie de la traversée de Kénitra et au bac de Si Allal Tan et sur la route n° 3, à son origine et au kilomètre 18.

ART. 3. — Les autorités régionales, les agents du Service des Routes et, généralement, tous autres agents qualifiés de par les Dahirs plus haut visés, pour la répression des contraventions à la police du roulage, sont chargés de l'exécution du présent Arrêté.

Rabat, le 6 août 1918.

DELURE.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS du 10 Août 1918 interdisant l'extraction de matériaux dans la banlieue de Fès

Le Directeur Général des Travaux Publics ;
Vu le Dahir du 5 mai 1914 sur la police des carrières ;
Considérant que les extractions dans une certaine zone autour du Bordj Sud et du cimetière de Bab Fetouh, seraient de nature à compromettre la sécurité de la circulation sur les routes avoisinantes ;
Sur la proposition de l'Ingénieur, Chef des Services des Travaux Publics de l'Arrondissement de Fès et après l'avis favorable du Général de Division, Commandant la Région de Fès ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit de pratiquer des extractions de matériaux dans la zone avoisinant le Bordj Sud à Fès, et limité :

A l'Ouest, par une ligne suivant la vallée de l'Oued Bou Fekrane, depuis la rencontre de l'ancienne route d'étapes de Dar Debibagh à Taza, jusqu'à l'Oued Masmouda et l'enceinte de la ville

Au Nord, par une ligne suivant l'enceinte de la ville en passant par Bab Ech Chebbak et jusqu'à Bab El Hamra.

A l'Est, par une ligne partant de Bab El Hamra, pas-

sant à la M'salla du Pacha, et aboutissant au premier sommet à 500 mètres au Sud du Bordj Sud.

Au Sud, par une ligne située à 500 mètres du Bordj Sud et passant au point de rencontre de la route d'étapes de Dar Debibagh à Taza, avec la piste qui descend sur Fès, ladite ligne aboutissant à l'Oued Bou Fekrane.

ART. 2. — L'Ingénieur des Travaux Publics de Fès et les autorités locales sont chargés de l'exécution du présent Arrêté.

Rabat, le 10 août 1918.

DELURE.

NOMINATIONS

Par Arrêté Viziriel en date du 4 août 1918 (26 Chaoual 1336), M. MAUDON, Baptiste, Auguste, agent du Service de l'Aconage, agent sanitaire auxiliaire, est nommé agent sanitaire maritime de 5^e classe.

Par Arrêté Viziriel en date du 7 août 1918 (29 Chaoual 1336), SAID BEN EL HADJ MOHAMMED, ancien agent de police auxiliaire à Marrakech, est nommé agent de police de 2^e classe (cadre musulman) à la police mobile.

ERRATUM

au « Bulletin Officiel » n° 303 du 12 Août 1918.

Nominations dans le Corps des Interprètes

(Arrêté Viziriel du 28 juillet 1918, page 780). — Au lieu de : M. KHIMER ;

Lire : M. KHIDER MOHAMMED AMSIANF

PARTIE NON OFFICIELLE

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC à la date du 10 Août 1918

Oudjda. — Le 6 août, la harka de Si Moha Nifrouten venant de Mecissi atteignait les lisières Sud des palmeraies du Tafilalet. En cours de route, bombardée par nos avions, les 1^{er}, 3 et 5 août, elle avait déjà perdu une centaine de partisans tués ou blessés. Son effectif paraissait alors atteindre environ 2.000 combattants, renforcés dès le 6 par de forts contingents venus du Ferkla.

Le Groupe mobile, en reconnaissance dans la région d'El Maadid, se porte aussitôt au-devant de la harka, il est le 6 à Sijilmassa. Le 9, il attaque l'adversaire. Le combat est mené dans la palmeraie. En fin de journée, après une résistance opiniâtre des contingents du Chérif, le Groupe mobile enlève à la baïonnette le camp de la harka. Celle-ci

dispersée, anéantie, laisse sur le terrain un nombre de morts considérable. On compte 400 cadavres dans le seul secteur du bataillon formant aile gauche où l'engagement a été particulièrement vif. Nous savons déjà que le contingent ennemi des Aït Khebbache a perdu plus des deux tiers de son effectif. En fin de journée, le Groupe mobile campe aux lisières Sud et Est des palmeraies du Tafilalet. Nos pertes sont légères comparées à celles de l'ennemi et au résultat obtenu.

Le 10 août, le Groupe mobile se portait sans incident à Dar Beïda en remontant les lisières Est de la palmeraie.

Taza. — Sur le front Nord, Abdelmalek est signalé tantôt à Bou Harroun tantôt aux Kiffan. Ces constants déplacements n'ont d'autre but que de stimuler le zèle de ses partisans, de les pousser à multiplier les agressions contre nos postes ou contre les tribus récemment ralliées, de ralentir le mouvement de soumission chez les Beni Bou Yala, les Branès encore en dissidence. Quoiqu'il en soit, le Résident Général visitant, le 7 août, le poste de Bou Mehiris, a pu recevoir de nombreuses délégations des tribus Haouara, Meknassa, Meghraoua et Ouled Bekkar. Abdelmalek ne trouve plus appui que chez les Gzennaïa et Metalsa, encore la première de ces deux tribus est-elle déjà très divisée.

Sur l'Innaouen, les Riata insoumis multiplient les coups de main contre nos postes de Rouda, El Mers, Djebel el Halib. En dépit de cette activité, nous notons encore quelques rentrées parmi les fractions Ouled Ayach, Beni Mtir et Abl Sedess.

Fès. — Sur le front de l'Ouergha, toutes les fractions Mezziat et Meghraoua font leur soumission. Une délégation des Beni Oulid, Senhadja de la rive Sud de l'Ouergha, se présente à Aïn Maatouf pour demander l'amar. On peut espérer la soumission prochaine de toute la tribu et, de ce fait, la maîtrise des lignes de communications venant du Nord et de l'Est entre l'oued Leben et l'Ouergha.

Meknès. — Le Groupe mobile, laissant les détachements à Foum Kheneg et Arbalou Larbi, descend en Moulouya le 7 août. Aux environs du col de Taghzet le pays est vide. Le désaccord règne, en effet, chez les Aït Youssi dans la région d'Enjil. La fraction des Ikhatér d'Enjil appelle à son secours les Aït Tseghrouchen pour attaquer leurs frères Aït Youssi de Tijam. A l'Ouest de Midelt, sur le flanc Ouest de notre ligne de communications de la Moulouya, Mohand Ou el Hadj, ancien disciple d'Ali Amaouch, groupe autour de lui 400 Beni Mguild insoumis.

Tadla-Zaïan. — Hassan et Ou El Aïdi mènent parallèlement une action politique active chez les Ichkern. Plusieurs fractions de la tribu paraissent devoir se ranger bientôt du côté d'Hassan. Ou el Aïdi cherche déjà un appui plus à l'Ouest auprès de Moha ou Saïd qu'il visite le 7 août. Mais ce dernier est sollicité par Si Hocein Outemga pour mener une harka contre les Ouled Mbarek soumis. D'autre part, notre récente action dans la région d'Azilal qui influence directement les Aït Ougouldid, les Aït Bouzid, les Aït Mazigh et les Aït Atta Noumalou n'est pas sans l'inquiéter et sans le détourner au moins temporairement des querelles de famille du Zaïani.

Marrakech. — Le Groupe mobile, après avoir séjourné à Tessa pour recueillir la confirmation des soumissions Aït M'hamed Et Aït Bouguemmez est rentré à Azilal le 9 août.

DÉCÈS DU CAÏD SI MADANI EL GLAOUÏ

Le Caïd Si El MADANI GLAOUÏ, est décédé, le 13 août, à Marrakech, après une brusque et courte maladie. Il venait de conduire en personne, dans la Région de Bernat, des opérations brillantes aux côtés du groupe mobile de Marrakech. Au cours d'un engagement avec les dissidents, son fils préféré, Si Abdelmalek, était tombé glorieusement en chargeant à la tête des cavaliers Glaoua. Si Madani, très cruellement éprouvé, s'était rendu à Demnat pour réorganiser le commandement que la mort de Si Abdelmalek laissait vacant. C'est là que le surprit le mal auquel il devait si rapidement succomber.

C'est une grande et belle figure marocaine qui disparaît. Chef de la puissante famille des Glaoua, il fut Grand Vizir sous le règne de Moulay Hafid. Dès 1912, il prend nettement position à nos côtés. Tandis qu'El Hiba occupe Marrakech, les Glaoua font tête aux madhistes et se mettent à leur poursuite après le brillant succès de la colonne Mangin.

A la déclaration de guerre, Si Madani fait preuve du plus parfait loyalisme et ne cesse de se battre pour notre cause. Politique et guerrier, il met à notre service ses dons de diplomate, de temporisateur et sur les champs de bataille ses qualités de clairvoyance et de bravoure.

En avril 1916, Si Madani se met en personne à la tête d'une harka de huit mille combattants pour aller mettre à la raison le Caïd des Aït Blal, Oulaïd ou Hoccin, qui tentait de soulever la Région au Sud de Demnat.

En novembre, il participe de la façon la plus active à la campagne du Général de Lamolle contre les Chleuhs de la Région d'Azilal et de l'Oued El Abil.

Un an après, tandis que le Pacha de Taroudant, Haïda ou Mouïs, se fait héroïquement tuer en combattant les bandes d'El Hiba, et que sa mort oblige le groupe mobile à descendre dans le Sous pour affermir la situation et répartir la lourde succession du Pacha, Si Madani répond des tribus de l'Est, son frère Si El Hadj Thami, marche avec les contingents Glaoua à l'avant-garde de notre colonne, tandis que Si Hammou, son neveu, pousse ses cavaliers jusqu'à Tamegrout et l'Oued Drâa.

Si Madani était Grand Officier de la Légion d'Honneur et titulaire de la Croix de Guerre. Dignes récompenses de ses hautes capacités, de son dévouement à la France et de son courage personnel qui était légendaire.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

La Situation Agricole au 1^{er} Août 1918

A l'exception de quelques orages dans les contrées montagneuses de la région de Fès, le mois de Juillet a été sec ; les cours d'eau sont à l'étiage et l'oued Rdom est même signalé comme étant à sec.

Les animaux pâturent dans les chaumes et leur état d'entretien reste satisfaisant. Les chaleurs n'ont pas amené

d'épizooties sérieuses ; quelques cas de charbon sont cependant signalés dans le Rarb et dans les Zaers.

Les dépiquages et les battages, entravés par le Ramadan pendant la première partie du mois, ont repris avec activité. L'écoulement des céréales a donné d'assez sérieux mécomptes dans la région Nord : la proportion de grain par rapport à celle de la paille était faible ; les orges sont surtout médiocres dans les régions de Rabat, Meknès et Fès.

Par contre, les rendements sont très satisfaisants en Chaouïa, Doukkala et Abda.

CONCOURS DE MOTEURS A CARBURANTS NOUVEAUX

En vue de coordonner, de guider et d'encourager les efforts des chercheurs, inventeurs et constructeurs, s'attachant à conjurer la crise des transports qui sévit au Maroc, par l'emploi de carburants inusités jusqu'ici dans le pays, le Commissariat Général du Concours agricole de Casablanca (section du matériel et de l'outillage), a décidé d'instituer un « Concours spécial de Moteurs, appareils et dispositifs, destinés à produire la force motrice par l'emploi de carburants autres que l'essence et le pétrole ».

Ce concours est ouvert à tous les participants éventuels du Maroc, de la France et de ses Colonies, ainsi que de l'Étranger et à tous les appareils utilisant des carburants pouvant être obtenus au Maroc.

Afin d'éclairer soit le public, soit les inventeurs eux-mêmes ou les constructeurs, sur les avantages et les défauts de leurs inventions et constructions, tous les objets présentés seront soumis à deux séries d'essais : la première, constituée par des épreuves techniques éliminatoires, ayant pour but de déterminer :

- a) La puissance effective obtenue ;
- b) La consommation spécifique ;
- c) Le prix de revient du cheval-heure.

La deuxième constituée par des épreuves pratiques ayant pour but de déterminer :

- a) La vitesse moyenne ;
- b) Le prix de revient du kilomètre parcouru ou de la tonne kilométrique ;
- c) Les différentes observations classiques sur la marche et le fonctionnement des moteurs pour automobiles.

L'organisation de ce concours et le contrôle de ces épreuves a été confié à une Commission comprenant, outre les membres de la sous-commission technique des brevets, fonctionnant régulièrement auprès de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle, des membres des Services techniques militaires et un délégué de l'Automobile Club Marocain.

Des primes importantes, en espèces, ont été prévues pour être attribuées aux appareils les plus intéressants soit par le prix de revient du kilomètre parcouru, ou de la tonne kilométrique, soit par la vitesse moyenne obtenue.

Pour distinguer les efforts réalisés dans le pays une surprise sera, en outre, attribuée à l'appareil, inventé ou construit au Maroc, qui aura reçu une des primes instituées entre les appareils de toutes origines.

Enfin, pour garantir les droits des inventeurs et constructeurs, qui n'auraient pas encore fait breveter leurs appareils, la protection temporaire des objets présentés a été organisée, à ce Concours, comme elle l'est généralement dans les Expositions, et les participants pourront obtenir un certificat de garantie leur donnant les mêmes droits qu'un dépôt de demande de brevet, de dessin ou modèle industriel ou de marque de fabrique.

Pour les inscriptions, s'adresser provisoirement soit à l'Office Economique à Casablanca, soit à la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, à Rabat.

Pour tous renseignements techniques, s'adresser à l'Office de la Propriété Industrielle, rue de l'Ourcq, à Rabat.

ORGANISATION D'UNE ENTREPRISE DE MOTOCULTURE

Dans le but d'intensifier la production agricole en vue du ravitaillement de la Métropole, le Gouvernement français vient d'expédier au Maroc plusieurs batteries de tracteurs. Le Protectorat s'est assuré les mécaniciens et les carburants nécessaires à leur fonctionnement et se chargera d'effectuer, dès le début de la campagne agricole, les labours chez les agriculteurs qui lui en feront la demande.

Ces labours, toutefois, ne seront exécutés que sur les terres remplissant les conditions suivantes :

1° Elles devront être préalablement défrichées, c'est-à-dire n'être couvertes ni de palmiers nains, ni de lentisques, ni de jujubiers et ne pas présenter d'affleurements rocheux sur de trop grandes surfaces

2° Elles devront venir en augmentation des surfaces que l'agriculteur peut normalement cultiver avec le matériel dont il dispose.

Les prix des labours varieront suivant la nature des terrains, la superficie travaillée, la profondeur demandée et la situation même des propriétés. Un agent du Service des Améliorations Agricoles fixera ces prix sur les lieux mêmes, en présence de l'agriculteur intéressé. L'accord intervenu fera l'objet d'un contrat.

Pour permettre à l'Administration d'organiser l'entreprise de motoculture, les agriculteurs désireux de faire appel à son concours devront adresser à la Direction de l'Agriculture (Service des Améliorations Agricoles) à Rabat, une demande dans la forme ci-dessous avant le 25 août prochain. Cette demande n'engagera d'ailleurs ni l'Administration, ni le pétitionnaire.

Pour éviter aux tracteurs des déplacements longs et onéreux et en tirer, par suite, le maximum de rendement utile, il a été décidé que l'entreprise ne fonctionnerait, cette année du moins, que dans les régions de Chaouia et du Gharb et qu'elle n'exécuterait de labours dans une même propriété que sur des superficies supérieures à dix hectares.

Pour tous renseignements complémentaires les agriculteurs pourront s'adresser soit à la Direction de l'Agricul-

culture (Service des Améliorations Agricoles), à Rabat, soit à l'Inspecteur d'Agriculture à Casablanca

TEXTE DE LA DEMANDE

Entreprise de Motoculture

- 1° Nom et prénoms de l'agriculteur.
- 2° Nom de la ferme et indication très précise de son emplacement.
- 3° Nature des terres.
- 4° Superficie que l'agriculteur serait éventuellement disposé à labourer à l'aide de tracteurs.
- 5° Profondeur moyenne à donner aux labours.

(Signature).

PRIMES A LA CULTURE EUROPÉENNE

La Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation porte à la connaissance des intéressés que la date limite pour le dépôt des demandes de primes à la culture européenne sur livraisons de la récolte 1917, est fixée au 31 août courant.

Passé cette date, il ne sera plus accepté de demandes qu'en ce qui concerne les livraisons des produits récoltés en 1918.

AVIS AUX RÉFORMÉS N° 2 ET TEMPORAIRES

Extrait du « Journal Officiel »
de la République Française du 1^{er} Juillet 1918 p. 5730

Il est rappelé aux réformés n° 2 et temporaires encore astreints, soit à la contre-visite légale, soit à l'examen de fin de congé, qu'ils sont tenus d'effectuer la déclaration de changement de résidence prévue à l'article 45 de la loi du 21 mars 1905, sous peine, s'ils laissent le recrutement dans l'ignorance de leur résidence, même momentanée, d'être pris « bons absents » et, le cas échéant, déclarés insoumis.

Le Supplément Spécial

contenant les publications

de

L'OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

est en vente :

Aux Bureaux de l'Office, rue de l'Ourcq, à Rabat
et chez tous les dépositaires

du « Bulletin Officiel » du Protectorat.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS (1)

I. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 1666°

Suivant réquisition en date du 18 juillet 1918, déposée à la Conservation le 23 juillet 1918 : 1° LE CREDIT MAROCAIN, société anonyme, ayant son siège à Cetta, constituée par assemblée générale du 24 juin 1913, ayant pour mandataire M. Léon Dufour, domicilié à ladite banque, avenue du Général Drude ; 2° LA BANQUE COMMERCIALE DU MAROC, société anonyme ayant son siège à Paris, constituée par assemblée générale, ayant comme mandataire M. Altaras, domicilié à ladite banque, rue du Corail, ancien Provost à Casablanca ; 3° M. SPINEY Thomas Georges, officier des Armées Britanniques en Palestine, célibataire, représenté par M. Butler Herminio Frederick ; 4° M. COHEN Haïm, propriétaire marié au Consulat d'Espagne à Tanger à dame Barchilon Perla, le 27 mars 1912, sans contrat, régime de la séparation de biens ; 5° M. SMITH, marié à dame Barton Emma Cécilia, à Lancaster (Angleterre), le 22 juillet 1908, sans contrat ; 6° M. ALEXANDRE David, marié à dame Alexandre Marcèle à Bordeaux, le 19 novembre 1908, sans contrat ; 7° M. ZAGOURI David, marié à dame Sol Ohana, le 5 mars 1891 à Casablanca, suivant loi hébraïque, sans contrat, ayant tous pour mandataire direct ou substitué M. Wolff Charles, architecte, chez lequel ils sont domiciliés à Casablanca, rue Chevandier de Valdrôme, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaires indivis dans la proportion de : 1° le Crédit Marocain, 28.300 mq. ; 2° la Banque Commerciale, 18.000 ; 3° M. Spiney 18.000 ; 4° M. H. Cohen 17.000 ; 5° M. Smith 4.500 ; 6° M. Alexandre 5.000 ; 7° M. Zagouri 9.000, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : IHLER, connue sous le nom de : Ihler, consistant en terrain nu, située à Casablanca, Mers Sultan.

Cette propriété, occupant une superficie de 99.828 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de Si El Hadj Omar Tazi, pacha à Casablanca et par une rue la séparant du lotissement du Crédit Marocain, avenue du Général Drude à Casablanca ; à l'est, par l'avenue Mers Sultan ; au sud, par une rue non dénommée la séparant du lotissement dit : Mers Sultan, appartenant à MM. Tolédano et Lévy, à M. Altaras directeur de la Banque Commerciale, à M. Akérib Sassoun, tous représentés par M. Wolff, architecte, et à M. Barbera, à Casablanca, avenue Mers Sultan, immeuble Haibart ; à l'ouest, par une propriété Makhzen (domaines)

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 12 Mcharrem 1331, homologué le même jour, par le cadî de Casablanca, aux termes duquel MM. Hadj Omar Tazi et Haïm ben Isaac Nahon ont vendu une propriété de plus grande étendue à M. Haïm Cohen, qui, suivant déclaration en date du 3 février 1918, a reconnu avoir pour co-proprétaires les requérants susvisés dans les proportions sus-indiquées.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND

(1) Nota. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi et par voie de publication dans les marchés de la région.

Réquisition n° 1678°

Suivant réquisition en date du 26 juillet 1918, déposée à la Conservation le 27 juillet 1918, M. MAS Pierre Antoine, banquier à Casablanca et à Condrieu (Rhône), marié à dame Magnin, Marie Thérèse Sophie, sous le régime de la communauté d'acquêts, suivant contrat reçu par M^e Brossy, notaire à Condrieu, le 29 septembre 1888, domicilié à Casablanca, Banque Lyonnaise, rue de la Marine, n° 16, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : MONTPLAT SIR, connue sous le nom de : lotissement de Champagne, consistant en terrains nus, située à Casablanca, lotissement de Champagne.

Cette propriété, occupant une superficie de 8357 mètres carrés, divisée en quatre parcelles, est limitée

1^{re} parcelle 3565 mètres carrés : au nord, par le boulevard de Champagne ; à l'est, par la propriété de M. Benisse, et par celle de M. Nopie représenté par M. Tardif, tous à Casablanca ; au sud, par la traverse de Médiouna ; à l'ouest, par la propriété de M. Moretti, à Casablanca, traverse de Médiouna.

2^e parcelle : 2222 mètres carrés : au nord par la traverse de Médiouna ; à l'est, par la propriété de M. Haïm Cohen à Casablanca ; au sud, par celle de M. Levy, marchand de nouveautés à Casablanca ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

3^e parcelle : 400 mètres carrés : au nord, par la propriété de M. Licari, musicien à Casablanca, rue de Reims et par celle de M. Pertuzio, directeur du plan de la ville de Casablanca ; à l'est, par celle de M. Mazel, employé aux Travaux publics à Casablanca et par celle de M. Goyot, rue de Lunéville à Casablanca ; au sud, par l'église, propriété du Père Bertin ; à l'ouest, par un Square

4^e parcelle 2165 mètres carrés : au nord par la rue de Mourmelon ; à l'est, par la propriété de M. Elie Thübel, rue de Lunéville à Casablanca et par la rue de Lunéville ; au sud, par la propriété de M. Haïm Cohen, surnommé ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seing privé en date à Casablanca, du 26 juin 1918, aux termes duquel la dame Friha Assaban, épouse de M. Isaac Malka et Youssef ben David ben Malka, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1679°

Suivant réquisition en date du 26 juillet 1918, déposée à la Conservation le 27 juillet 1918, M. MAS Pierre Antoine banquier à Casablanca et à Condrieu (Rhône), marié à dame Magnin, Marie Thérèse Sophie, sous le régime de la communauté d'acquêts suivant contrat reçu par M^e Brossy, notaire à Condrieu, le 29 septembre 1888, domicilié à Casablanca, Banque Lyonnaise, rue de la Marine, n° 16, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : BELLE VUE 61 connue sous le nom de : lotissement de Champagne, consistant en terrain nu, située à Casablanca, lotissement de Champagne.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, SUR DEMANDE ADRESSÉE A LA CONSERVATION FONCIÈRE, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Cette propriété, occupant une superficie de 11.977 mètres carrés divisée en deux parcelles, est limitée, savoir :

1^{re} parcelle 11.000 mètres carrés : au nord, par la propriété de M. Medze, employé aux Travaux publics, boulevard de Londres, à Casablanca ; 2^o par celle de M. de Boissac, représenté par M. Tardif à Casablanca ; 3^o par le boulevard de Londres et 4^o par celle de M. Fragère propriétaire, route de Rabat, Casablanca ; à l'est, par la propriété Karl Fick (bien allemand) représenté par le séquestre des biens austro-allemands à Casablanca ; au sud, par celle de MM. Ettesgui, frères, propriétaires à Casablanca, rue de la Mission ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

2^{me} parcelle 977 mètres carrés : au nord, par la rue de Lunéville et par la propriété de M. Haïm Cohen à Casablanca, rue Dar El Makzen ; à l'est, par celle de M. Ranbaud, propriétaire, Banque Lyonnaise, Casablanca ; au sud, par le boulevard de Londres ; à l'ouest, par la propriété de M. Haïm Cohen, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seing privé en date à Casablanca, du 26 juin 1918, aux termes duquel la dame Friha Assaban, épouse de M. Isaac Malka et Youssef ben David ben Malka, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1680°

Suivant réquisition en date du 26 juillet 1918, déposée à la Conservation le 27 juillet 1918, M. MAS Pierre Antoine, banquier à Casablanca et à Condrieu (Rhône), marié à dame Magnin, Marie Thérèse Sophie, sous le régime de la communauté d'acquêts, suivant contrat reçu par M^e Brossy, notaire à Condrieu le 29 septembre 1888, domicilié à Casablanca, Banque Lyonnaise, rue de la Marine, n° 15, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : TÊTE D'OR, connue sous le nom de : lotissement de Champagne, consistant en terrain nu, située à Casablanca, lotissement de Champagne.

Cette propriété, occupant une superficie de 8772 mètres carrés, divisée en trois parcelles, est limitée :

1^{re} parcelle, 6146 mètres carrés : au nord, par le boulevard de Champagne ; à l'est, par la propriété de M. Bazouin, à Casablanca ; rue de Reims et par celle de M. Levy, à Casablanca, quartier de la Liberté ; au sud, par la propriété de M. Haïm Cohen à Casablanca et par celle du Comptoir Lorrain, avenue du Général Drude à Casablanca ; à l'ouest, par l'avenue Mers Sultan.

2^o parcelle, 2226 mètres carrés : au nord, par la rue de Peims ; à l'est, par une rue non dénommée, par la propriété de M. Camilleri (chez M. Odet) et par celle du Sous-Lieutenant Scheffer, tous deux à Casablanca ; au sud, par la propriété de M. Luhez, propriétaire à Casablanca ; à l'ouest, par celle de M. Haïm Cohen, susnommé.

3^o parcelle, 400 mètres carrés : au nord, par la rue de Mourmelon ; à l'est et au sud, par la propriété de M. Haïm Cohen, susnommé ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seing privé en date à Casablanca, du 26 juin 1918, aux termes duquel la dame Friha Assaban, épouse de M. Isaac Malka et Youssef ben David ben Malka, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1681°

Suivant réquisition en date du 28 juillet 1918, déposée à la Conservation le 29 juillet 1918, M. RENAULT Jean Baptiste, propriétaire,

demeurant à Mençon-Couture (Cher), marié à dame Régnier Françoise, le 8 septembre 1898, sans contrat, à Reims, ayant pour mandataire M. Butleux Georges, géomètre-expert, chez lequel il est domicilié à Casablanca, Roches Noires, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : FRANCINE, connue sous le nom de : Bled Edheher, consistant en terrain de culture, située aux Zaers, près du marabout de Sidi Yahia des Zaers, à côté des 3 cèdres, caïdat des Zaers.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par la propriété des Ouled Mefedhel, sur les lieux ; à l'est, par celle de Bouazza Reninef, également sur les lieux ; au sud, par une daïa et l'oued Sidi Yahia ; à l'ouest par la propriété des Ouled Ben Adlem, également sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 15 Hidja 1329, homologué le même jour, par le cadî, aux termes duquel Sid Bou Amar ben El Kirani Zaari, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1683°

Suivant réquisition en date du 21 juillet 1918, déposée à la Conservation le 1^{er} août 1918 : MM. 1^o Mohammed ben M hamed El Hasnaoui El Moktari El Ochi El Gueddari, caïd de la tribu des Mokhtar (Beni Hassen) et 2^o Hadj Kacem ben M hamed El Hasnaoui El Mokhtari El Ochi El Gueddari, frère germain du précédent, tous deux mariés selon la loi musulmane, demeurant et domiciliés à Dar Gueddari, tribu des Mokhtar (Beni Hassen), circonscription de Mechra bel Ksiri (Gharb), ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis par moitié d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : SMEIRA, consistant en terres de culture, située dans le territoire de la fraction des Dahes, région de l'Oued Fhart, près de la ferme Marisse de la Cie Foncière Agricole, circonscription de Mechra bel Ksiri, cercle du Gharb.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par l'Oued Rhart ; à l'est, par la propriété de la Cie Foncière Marocaine, représentée par M. Oberl, son directeur à Mechra Bou Deïra, et par celle des Ouled Khetib (Mokkadem El Mekki ben Djilali au douar des Ouled Khetib), au sud, par une petite Merdja, appelée : Haddait Rasha ; à l'ouest, par la propriété de M. Clinchant à Mechra bel Ksiri et par celle des Ouled Mimouni (Cheikh Selham ben Moussa, au douar Ouled Mimouni).

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu de divers actes de vente dressés devant adoul, le dernier en date du 5 Chaahane 1331, homologués aux termes desquels Sid Djilani ben Taïfi Makchoumi et consorts, ont vendu ladite propriété au caïd susnommé qui, suivant déclaration en date du 21 juillet 1918, a reconnu avoir égi tant en son nom personnel que pour le compte de son frère co-requérant.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1684°

Suivant réquisition en date du 22 juillet 1918, déposée à la Conservation le 1^{er} août 1918, M. MERLIN Emile Octave, directeur de la Banque, marié à dame Maréchal Denise Louise sous le régime de la communauté, suivant contrat reçu par M^e Amy, notaire, 105, rue de la Pompe à Paris, le 13 février 1909, demeurant à Rabat, rue des Consuls, Banque d'Etat du Maroc, et domicilié à Casablanca, à la même Banque, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom

de : MERLIN, connue sous le nom de : lotissement Hingre lot 17, consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, quartier des Touargas.

Cette propriété, occupant une superficie de 451 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Hingre, officier d'administration au cabinet militaire de M. le Résident Général et par celle de M. Reynier, contrôleur civil, direction des Affaires Chérifiennes à Rabat ; à l'est, par la rue 33 prolongée ; au sud, par la propriété de M. ... cimetière à Rabat, quartier de l'Océan ; à l'ouest, par celle de M. Hingre, susnommé et par celle de M. Dupasquier, à la Résidence Générale à Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 10 Redjeb 1336, homologué par le cadi de Rabat, aux termes duquel la Compagnie Marocaine lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. l.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1685°

Suivant réquisition en date du 23 juillet 1918, déposée à la Conservation le 1^{er} août 1918, M. VIDAL Adrien Edouard Casimir, propriétaire, marié à dame Joly Jeanne Marie Rose, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Barthe, notaire, à Réalmont, le 1^{er} mars 1905, demeurant et domicilié à Rabat, rue Agadir, maison Vidal, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VIDAL III, connue sous le nom de : lotissement Hingre (lot n° 16), consistant en terrain à bâtir située à Rabat, quartier des Touargas.

Cette propriété, occupant une superficie de 489 mq. 50, est limitée : au nord, par la propriété dite : Merlin, réquisition 1684 ; à l'est, par la rue 33 prolongée ; au sud, par l'avenue de la Résidence ; à l'ouest, par une propriété Makhzen (domaine privé et par celle dite : Andrée Marthe; réquisition 1673 à M. Dupasquier.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente collectif dressé devant adoul en date du 10 Redjeb 1336, homologué par le cadi de Rabat, aux termes duquel la Compagnie Marocaine lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. l.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1687°

Suivant réquisition en date du 1^{er} août 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. TOLILA Emile colon, demeurant et domicilié à Azemmour, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : L'OLIVIER I, connue sous le nom de : Zebouja, consistant en terrain de labour, située au 5^e kilomètre sur la route de Casablanca à Mazagan, en bordure de la route, tribu des Chiadma, fraction des Ouled Daoud, contrôle civil de Sidi Ali, d'Azemmour.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la route Nationale de Casablanca à Mazagan ; à l'est, par la propriété de Miloudi bel Larbi, sur les lieux ; au sud par celle de Djilali ben Moussa et Cheikh ben Daoui, également sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite : L'Olivier II, réquisition 1640, au requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 9 Chaoual 1336, homologué par le cadi des Ohtouka et Chiadma, aux termes duquel la dame Dhaouia bent El

Hassan El Mzabi, sa fille, Amona bent Pouchaib ben Allal et El Arbi ben Bouchaib ben Allal, lui ont vendu ladite propriété

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. l.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1688°

Suivant réquisition en date du 1^{er} août 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. de KERVENCAEL Henri Marie Charles Jouan, Lieutenant-Colonel du Service de l'Etat-Major, aux armées, marié à dame de la Lande de Colon Louise Marie Joséphine, le 30 avril 1896, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts suivant contrat reçu par M^e Duplain, notaire à Paris, le 28 avril 1896, demeurant à Nantes, rue Sully, n° 6 et domicilié à Casablanca, chez M^e Marage, son mandataire, 217, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : KFR ANNA, connue sous le nom de : Djama Saana, consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, sur le boulevard de la Tour Hassan (côté est), à proximité des terrains de la Compagnie Domaniale

Cette propriété, occupant une superficie de 9110 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'ouest, par le boulevard de la Tour Hassan ; à l'est, par la propriété de la Cie Domaniale, siège à Rabat, chez M. Homberger, boulevard El Alou ; au sud, par celle de M. Redoc, sujet allemand, représenté par le séquestre des biens austro-allemands, à Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 22 Hidja 1329, homologué par le cadi de Rabat, aux termes duquel Sid El Hadj Mohammed ben El Hassan El Ouazzani lui a vendu ladite propriété

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. l.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1689°

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1918, déposée à la Conservation le 1^{er} août 1918, M. MONTANARO Vincenzo, maître-tailleur, marié à dame Grech Maria, au Consulat d'Italie à Alexandrie (Egypte), le 6 février 1909, sans contrat, demeurant et domicilié à Casablanca, villa Rose, 2, rue d'Amiens, quartier Mers Sultan, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VILLA ROSE III, consistant en terrain bâti, située à Casablanca, 2, rue d'Amiens, quartier Mers Sultan.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Noyan, horticulteur à Casablanca ; à l'est, par celle de M. Ancolec Pierre, à Casablanca, rue Jacques ; au sud, par la rue d'Amiens au Comptoir Lorrain du Maroc à Casablanca ; à l'ouest, par la propriété de M. Grech, marchand-tailleur, rue du Commandant Provost, à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes de vente sous-seing privé en date à Casablanca des 30 octobre et 12 décembre 1916, aux termes desquels M. Bloch Alphonse, directeur du Comptoir Lorrain du Maroc agissant au nom de MM. Nathan frères et Cie à Nancy, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. l.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1690°

Suivant réquisition en date du 27 juillet 1918, déposée à la Conservation le 1^{er} août 1918, Mme ESMIEU Marguerite Rosine, propriétaire, épouse séparée de biens de M. Fuggioni Jean Baptiste, suivant

jugement du Tribunal de première Instance de Fông, du 8 mai 1906, demeurant à Casablanca, 45, rue Lassalle, et domiciliée chez son mandataire, M^e Marage, 217, boulevard de la Liberté à Casablanca, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : **IMMEUBLE PUGGIONI**, consistant en terrain bâti, située à Casablanca, angle des rues Lassalle et Ledru Rollin, quartier de la Liberté.

Cette propriété, occupant une superficie de 327 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue Lassalle, à l'est, par la rue Ledru Rollin ; au sud, par la propriété de Mme veuve Sichope à Casablanca, rue Ledru Rollin, n° 14 et par celle de M. Otel, entrepreneur de maçonnerie à Casablanca, rue de Briev, n° 15 ; à l'ouest, par la propriété de M. Decortèsque, à Casablanca, 51, rue Lassalle.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel étant observé que le mur séparatif sur la limite ouest est mitoyen avec M. Decortèsque, et le mur séparatif sur la limite sud est mitoyen avec M. Ouel, sur une longueur de 5 mètres environ et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 1^{er} Rebia II 1330, homologué le 8 Rebia II 1330, par le cadi de Casablanca aux termes duquel M. Cayol lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1691

Suivant réquisition en date du 2 août 1918, déposée à la Conservation le même jour, ABDELKADER ben MOHAMED ben MIRA, propriétaire, marié sous le régime de la loi musulmane, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Dar Tebib, n° 22, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : **ELMBRIA**, connue sous le nom de : **Gouirat**, consistant en jardin et terrain nu, située à 6 kilomètres de Casablanca, près de l'avenue Mers Sultan prolongée, caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par la propriété des Ouled Tohami, sur les lieux ; à l'est, par celle des Ouled Si Tahar, également sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par celle du requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes de donation dressés devant adoul le 1^{er} en date du 18 Moharrem 1332, homologué le 1^{er} Safar 1332, par le cadi de Casablanca ; le 2^e en date du 19 Ramadan 1335, homologué par le cadi de Médiouna, aux termes desquels Sid Mohammed ben El Hadj Abdesslam El Haddaoui (1^{er} acte) et Sid Ahmed, fils de feu Hadj Abdesslam El Médouni (2^e acte), lui ont donné la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1692

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1918, déposée à la Conservation le 3 août 1918, M. IFRAH Salomon, agriculteur, marié à dame Taïb Mathilde, à Rabat, le 2 octobre 1916, devant l'officier de l'Etat civil, sans contrat, demeurant et domicilié à la ferme Sidi Aïssa ben Khéchane, à 10 kilomètres en amont du lac de Si Allal Tazi, rive droite du Sebou, cercle de Bel Ksiri a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : **FERME IFRAH**, connue sous le nom de : **Terre Laïch**, en amont du lac de Si Allal Tezi, rive droite du Sebou, circonscription de Mechra bel Ksiri, caïdat de Si Mançour Nedjai.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Larbi Ould Lebrique et consorts aux Ouled Ziane, circonscription de Kenitra, caïdat de Si Larbi El Mansouri ; à l'est, par celle de Larbi Ould Lebrique et consorts sus-

nommés et par celle de Si Riahi Ould Lefki, au douar des Nedjara, circonscription de Mechra bel Ksiri, caïdat de Si Mançour et par l'Oued Sebou ; au sud, par la djemaa des Toudjehines, sur les lieux ; à l'ouest, par la Merdja Merguitan.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 15 Moharrem 1336, homologué, aux termes duquel Sid Mohamed ben Yahia El Malhi El Amri et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1693

Suivant réquisition en date du 1^{er} août 1918, déposée à la Conservation le 3 août 1918, M. FIGARELLI Primo, entrepreneur, marié à dame Sueur Lina, le 18 août 1894, sous le régime de la loi italienne, à la mairie de Witto (province de Reggio-Emilia) Italie, demeurant et domicilié à Mazagan, quartier de Haute-Vue, près Sidi Bou Affi, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : **VILLA SAM-SIFFI**, connue sous le nom de : **Propriété Ouled Tamo**, consistant en terrain bâti et jardin située à Mazagan lieu dit : **Sidi Bou Affi**, quartier de Haute-Vue.

Cette propriété, occupant une superficie de 500 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété des héritiers de El Hadj Messod ben Thamo, rue Hadjar, n° 62 et rue 202 n° 6 à Mazagan ; à l'est, par la propriété de M. Lico à Safi ; au sud, par celle de Mme Binello Nina, épouse Figarelli Francesco, sur les lieux ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque consentie au profit de M. Giboudot Marcel, Receveur de l'Enregistrement, célibataire, né à Lyon, le 22 juin 1889, demeurant à Mazagan, pour sûreté d'un prêt de deux mille cinq cents francs, capital et intérêts, suivant acte sous-seing privé en date à Mazagan du 1^{er} août 1918 et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 27 Chaabane 1333, homologué, aux termes duquel M. Behi Alfara lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1694

Suivant réquisition en date du 5 août 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. DUPRAT Joseph, ingénieur agricole, actuellement officier d'administration de 2^e classe, détaché à la Direction de l'Agriculture à Rabat, marié à dame Arnaud Estelle, à Bône (Algérie), le 24 février 1904, sans contrat demeurant et domicilié à Rabat, rue Henri Popp, n° 4, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : **L'MKIS**, consistant en terre de culture, située à **Dar Caïd Ben Ali** (caïdat de Milani), bureau des Renseignements de Dar Bel Hamri.

Cette propriété, occupant une superficie de 105 hectares, est limitée : au nord-est, par une piste allant de Sidi Sliman à Lalla Ito ; au sud, par celle allant de Sidi Sliman à Souk El Arba des Zemmours ; à l'ouest, par une rue Merdja.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un contrat de vente dressé devant adoul en date du 18 Rebia I 1330, homologué, aux termes duquel Sid Kacem ben El Hassen El Hasnaoui Es Schimi El Bejjari lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1695

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1918, déposée à la Conservation le 5 août 1918, MM. 1° SINTÈS José, propriétaire, marié à dame Roscell Adelaidé, le 23 octobre 1913, sans contrat ; 2° HAMED BEL HADI EL MEDIOUNI, propriétaire, marié selon la loi musulmane, demeurant à Casablanca, route de Médiouna à Sidi Moumen et domiciliés chez M. Sintès, surnommé, boulevard d'Anfa, villa Sintès à Casablanca, ont demandé l'immatriculation en qualité de propriétaires d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : SINTÈS IV, connue actuellement sous le nom de : Moummen, au kilomètre 9,200, sur la route de Casablanca à Sidi Hadjhadj, caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la route de Médiouna ; à l'est, par la propriété dite : Bled Mebrouqua, titre 444 c ; au sud, par la propriété de Abdesselam ben M'sik et les héritiers de Abdelkrim ben M'sik à Casablanca, à l'est, par celle de Hoken bel Azin, sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu de deux actes dressés devant adoul en date des 15 Djoumada I et 25 Moharrem 1324 homologués, aux termes desquels Sid Ghanem ben Mohammed a vendu ladite propriété à Hamed bel Hadj El Médiouni qui, suivant déclaration en date du 15 Djoumada I 1324, a reconnu avoir agi tant pour son compte personnel que pour celui de son co-propriétaire M. José Sintès.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1696

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1918, déposée à la Conservation le 5 août 1918, MM. 1° SINTÈS José, propriétaire, marié à dame Roscell Adelaidé, le 23 octobre 1913, sans contrat ; 2° HAMED BEL HADI EL MEDIOUNI, propriétaire, marié selon la loi musulmane, demeurant à Casablanca, route de Médiouna à Sidi Moumen et domiciliés chez M. Sintès, surnommé, boulevard d'Anfa, villa Sintès à Casablanca, ont demandé l'immatriculation en qualité de propriétaires d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : SINTÈS V, connue actuellement sous le nom de : Moummen, au kilomètre 9,200, sur la route de Casablanca à Sidi Hadjhadj, caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Mohamed Rouzian, propriétaire, rue Traker, Casablanca ; au sud-ouest, par la propriété des Oulad Hadj Saïd, sur les lieux à Sidi Moummen, au sud-est par celle de Tahar Ziani, sur les lieux, au kil. 9,200 ; à l'est, par la propriété de Sidi Bourouain, et par celle des Oulad Hadj Larbi, tous sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en date du 15 Djoumada II 1330, homologué, aux termes duquel Sid Salah ben El Hadj M'hammed a vendu ladite propriété à Hamed bel Hadj qui, suivant déclaration en date du 15 Djoumada II 1330, a reconnu avoir agi dans cet achat tant pour son compte que pour celui de son co-propriétaire, M. Sintès.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1697

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1918, déposée à la Conservation le 5 août 1918, M. SINTÈS Raphaël, propriétaire, marié à dame Mortéo Amalia, le 7 avril 1888, sans contrat, sous le régime de la communauté, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de la Croix-Rouge, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : SINTÈS VI, consistant en terrain de culture, situé à Casablanca,

près de la ferme Mannesmann sur la route de Camp Bouhaut, au kilomètre 4, caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par une piste la séparant de terres Mahroun ; à l'est, par la piste d'Aïn Sebja ; au sud, par la propriété Mannesmann (sujet allemand) représenté par le séquestre des biens austro-allemands à Casablanca ; à l'ouest, par la propriété de Hadj Driss Ould Hadj Tazi, à Casablanca, rue du Capitaine Iher.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en dat du 13 Moharrem 1331, homologué deux jours après par le cadî de Casablanca, aux termes duquel Sid El Djilani ben Bouazza ben El Hassen El Hraoui El Beidaoui El Hamda, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1698

Suivant réquisition en date du 30 juillet 1918, déposée à la Conservation le 5 août 1918, M. SINTÈS Raphaël, propriétaire, marié à dame Mortéo Amalia, le 7 avril 1888, sans contrat, sous le régime de la communauté, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de la Croix-Rouge, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : SINTÈS VII, consistant en terrain, située à Casablanca, près des propriétés Mannesmann et Fournet au kilom. 5 route et caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Sid Mohamed ben Kacem, rue des Synagogues à Casablanca ; à l'est, par celle des Oulad Cheikh Hamed ben Kacem, sur les lieux ; au sud, par la piste de Bihir Hadj ; à l'ouest, par la propriété de Hadj Driss Ould Hadj Tazi, rue du Capitaine Iher à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé devant adoul en dat du 13 Moharrem 1331, homologué deux jours après par le cadî de Casablanca, aux termes duquel Sid El Djilani ben Bouazza ben El Hassen El Hraoui El Beidaoui El Hamdi, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1699

Suivant réquisition en date du 5 août 1918 déposée à la Conservation le même jour, M. TUILLE Pierre, propriétaire, marié à dame Arlaigne Anne le 7 janvier 1909, à Castillonnes (Lot-et-Garonne), sans contrat, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de la Réole, route des Oulad Ziana, villa Augusta, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VILLA AUGUSTA, consistant en terrain bâti, située à Casablanca, route des Oulad Ziane, rue de la Réole.

Cette propriété, occupant une superficie de 325 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de la Réole ; au sud, à l'est et à l'ouest, par le lotissement du Comptoir Lorrain du Maroc à Casablanca, avenue du Général Drude.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seing privé en date à Casablanca, du 14 novembre 1913, aux termes duquel M. Alphonse Bloch, directeur du Comptoir Lorrain du Maroc agissant au nom de MM. Nathan frères et Cie de Nancy, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1700°

Suivant réquisition en date du 2 août 1918, déposée à la Conservation le 6 août 1918, M. MEALLEM ETTAHAR ben El Hadj Lahssen El Harraoui, propriétaire, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de : 1° son épouse, la dame Chebia ; 2° Mohamed ben El Hadj, veuf, père de la précédente ; 3° Fatma bent Bouazza ben Mohammed ben El Hadj mineure, âgée de trois ans, petite-fille du précédent qui en est le tuteur ; 4° Fatma bent Lahssen ben Ghanem, veuf de Bouazza, demeurant et domicilié tous à Casablanca, 22, rue Sidi Fatah, a demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis dans la proportion de 1/2 pour Mealleem Ettahar, 1/2 à parts égales pour les quatre autres d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : ARD ESSANIA, connue sous le nom de : Seheb El Akehal, consistant en terre de labour, située à Aïn Sebâa à 120 mètres à l'est du kilomètre 7 de la route de Rabat, caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par une propriété Makhzen (domaines) ; à l'est, par la propriété connue sous le nom de : Bebia, appartenant à El Hadj M'hamed El Azeki à Aïn Sebâa ; au sud, par le marabout Sidi Mohamed ben M'barek ; à l'ouest, par la propriété appelée : Seheb, appartenant à Ahmed ben Kacem à Aïn Sebâa et par celle de Fouazza ben Lahsin à Casablanca, 22, rue Sidi Fatah.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu de : 1° un acte de notoriété en date du 18 Rebia II 1288 et du 1^{er} Chaabane 1330, homologué par le cadi de Médiouna, reconnaissant les droits de propriété sur cet immeuble de feu Sid Abdallah ben Ahmed El Médiouna El Hraoui et de ses héritiers ; 2° d'un acte dressé devant adoul en date du 8 Redjeb 1328, homologué par le cadi de Casablanca ; aux termes duquel Fatma bent Abdallah héritière de Sid Abdallah, décédée elle-même, a vendu à Mealleem Ettahar la moitié de la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca p. i.,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION D'OUJDJA**Réquisition n° 172°**

Suivant réquisition en date du 1^{er} août 1918, déposée à la Conservation le même jour, Mme GOMEZ Francesca née à Ciempozuelos, province de Madrid (Espagne), le 9 mars 1871, célibataire, de-

mourant et domiciliée à Oudjda, route de Martimprey, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : JULIENNE, consistant en terrain à bâtir, située à Oudjda, quartier du Camp, à proximité du Conseil de Guerre et en bordure de la route de Sidi Yahia.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 ares, 50 centiares, est limitée : au nord, par une rue du lotissement Postigo Antoine, entrepreneur, demeurant à Oudjda, route de Berguent ; à l'est, par des terrains appartenant à 1° M Postigo Antoine, susnommé ; et 2° M. Karda, entrepreneur de maçonnerie à Berguent ; au sud, par la route d'Oudjda à Sidi Yahia ; à l'ouest, par la propriété de M. Lacroux, demeurant à Oudjda, boulevard de la Gare au Camp.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seings privés en date du 15 mai 1912, aux termes duquel M. Postigo Antoine lui a vendu ladite propriété

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIERE.

Réquisition n° 173°

Suivant réquisition en date du 18 février 1918, déposée à la Conservation le 1^{er} août 1918, M. CANDELA Domingo, maître charretier, né à Oran, le 9 juillet 1882, marié à Oudjda, le 2 février 1915, à dame Gomez Isabelle Maria, sans contrat, demeurant et domicilié à Oudjda, maison Candela, près du cimetière européen, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : MAISON CANDELA, consistant en un terrain avec constructions, y édifiées, située à Oudjda, près du cimetière européen.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 ares, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété de M. Rivet Paul, propriétaire, demeurant à Oudjda, sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par des rues de lotissement appartenant à M. Bouvier Maurice, actuellement mobilisé comme Lieutenant au 4^e Régiment du Génie, Compagnie M. 7, secteur postal 164.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seings privés en date du 2 décembre 1914, aux termes duquel M. Léandro Gimeno, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIERE.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES⁽¹⁾**I. — CONSERVATION DE CASABLANCA****Réquisition n° 1171°**

Propriété dite : ARAGO, sise à Mazagan, route de Safi, quartier du Phare.

Requérant : M. PARÈS-FARINES Pierre, dit Jules, demeurant et domicilié à Mazagan, Hôtel du Nord.

Le bornage a eu lieu le 5 février 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1178°

Propriété dite : OUCACHE T. BOU TOUIL, sise à Casablanca, à la limite Est des Roches Noires (périmètre urbain).

Requérant : M. LENDRAT Eugène Dominique, agissant en son nom personnel et au nom de M. FEHORS Gabriel, domiciliés à Casablanca, chez M^e Paul Faysaud, villa Bendahan, n° 14.

Le bornage a eu lieu les 1^{er} mars 1918 et 26 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente publication.

Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 1183°

Propriété dite : CLARA, sise à Casablanca-Maarif (lot n° 23 du groupe 24).

Requérant : M. CIOTTA Antonino, demeurant et domicilié à Casablanca-Maarif, rue 3, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 23 mars 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1186°

Propriété dite : MINEO I, sise à Casablanca-Maarif.

Requérant : M. MINEO Roger, domicilié à Casablanca, chez M. Wolff, rue Chevalier de Valdrôme.

Le bornage a eu lieu le 26 mars 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1191°

Propriété dite : HOFFRAT EL HADJ ESSGHAIAR, sise à Casablanca, Roches Noires, près du fort d'Oukacha.

Requérant : M. PEPITONE Francesco, demeurant aux Roches Noires, et domicilié à Casablanca, chez M° Lombroso, avocat, rue de Bouskoura, n° 50.

Le bornage a eu lieu les 28 février et 26 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1193°

Propriété dite : PAROISSE NOTRE-DAME, sise à Casablanca, lotissement de Champagne.

Requérant : M. BERTIN Maurice, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 21.

Le bornage a eu lieu le 15 mars 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1195°

Propriété dite : DANIEL II, sise à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 201, 203 et 205.

Requérant : M. PAUL Jean Louis Daniel, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 203.

Le bornage a eu lieu le 18 mars 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1223°

Propriété dite : VILLA MELLILI, sise à Casablanca, rues de Madrid et d'Amsterdam, (lotissement du Comptoir Lorrain du Maroc).

Requérant : M. MELLILI Giuseppe, demeurant et domicilié à Casablanca, avenue Mers Sultan.

Le bornage a eu lieu le 11 mars 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1234°

Propriété dite : BLEED CHETIBA, sise banlieue de Casablanca, au 5^e kilomètre route de Camp Boulhaut.

Requérants : MM. 1° BENDAHAN Haïm Moses ; 2° BONNET Lucien Louis Victor ; 3° BONNET Emile Paul Guillaume ; 4° HASSAN Salvador, domiciliés à Casablanca, chez M° Bonan, rue Nationale.

Le bornage a eu lieu le 3 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1255°

Propriété dite : BLAD ZRIREK et HMIRIA, sise à Soualem El Abid (Oulad Ziane), à 30 kilomètre de Casablanca, entre l'ancienne piste et la nouvelle route de Mazagan.

Requérants : 1° Mohammed ben Ahmed ben Abid Es Salmi El Abdi ; 2° Bouchaib ben Ahmed ben Abid ; 3° Mîlouidi ben Ahmed ben Abid, tous domiciliés à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 26.

Le bornage a eu lieu le 2 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1261°

Propriété dite : MAISON HAFID, sise à Mazagan, rue 317, n° 52, lieu dit : Derb ben Driss.

Requérant : HAFID ben MOHAMMED EL ALAMI EL FASSY, demeurant à Mazagan et domicilié chez son mandataire, M. Elie Cohen, rue de Marrakech, à Mazagan.

Le bornage a eu lieu le 15 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1271°

Propriété dite : ALBERTO ETTEDEGUI, sise à Casablanca, traverse boulevard d'Anfa, lotissement Butler.

Requérante : La succession de feu Amram ETTEDEGUI, ayant pour mandataire M. José Ettegui, demeurant à Casablanca, rue de Larache, n° 15 et domiciliée chez M° Senouf, rue des Jardins.

Le bornage a eu lieu le 10 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1272°

Propriété dite : QUISSARIA ZITOUNA, sise à Casablanca, route de Médiouna.

Requérants : MM. 1° BENAZERAF Samuel ; 2° José S. ETTEDEGUI ; 3° Salomon S. ETTEDEGUI ; 4° Messod ACOCA, domiciliés chez M° Senouf, avocat, rue des Jardins.

Le bornage a eu lieu le 4 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1277°

Propriété dite : VILLA LISETTE, sise à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 153.

Requérant : M. MEZI Edmond, demeurant et domicilié à Casablanca, rue du Commandant Provost, n° 58.

Le bornage a eu lieu le 11 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1283°

Propriété dite : BEN OUHOUD, sise à Casablanca, boulevard du 2° Tirailleurs, impasse Embarek ben Guendaouf

Requérant : MOHAMED BEN OUHOUD EL FACT EL BIDAOUI demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard du 2° Tirailleurs, en qualité de titulaire d'un droit de zina, avec autorisation de Embarek ben Guendaouf, propriétaire du sol.

Le bornage a eu lieu le 9 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1295°

Propriété dite : CREDIT MAROCAIN n° 3, sise à Casablanca, avenue Mers Sultan.

Requérant : LE CREDIT MAROCAIN, ayant comme mandataire, M. Léon Dufour, son directeur, domicilié à Casablanca, chez M° Cruel, avocat, boulevard de l'Horloge, n° 98.

Le bornage a eu lieu le 23 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1297°

Propriété dite : TERRAIN BURIDON n° 2, sise à Sidi Moussa, près de Mazagan, lieux dits : Saniat El Haouira et Bir El Hanach.

Requérant : M. BURIDON Louis Julien, demeurant à Béziers, et domicilié chez M. Piollet André, à Mazagan, son mandataire.

Le bornage a eu lieu le 12 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1300°

Propriété dite : KERDOUR, sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, lotissement Ettadgui, (lot n° 181).

Requérant : M. de la FOURNIÈRE Marie Charles Joseph, domicilié chez son mandataire, M. le Commandant Perret, à Casablanca, rue des Ouled Harriz, n° 264.

Le bornage a eu lieu le 27 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1303°

Propriété dite : CREDIT MAROCAIN n° 4, sise à Casablanca, avenue Mers Sultan, et appelée : Terrain Lamb.

Requérant : LE CREDIT MAROCAIN, ayant comme mandataire, M. Léon Dufour, son directeur, domicilié à Casablanca, chez M° Cruel, avocat, boulevard de l'Horloge, n° 98.

Le bornage a eu lieu le 24 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1306°

Propriété dite : CREDIT MAROCAIN n° 6 bis, sise à Casablanca, rue de la Marine.

Requérant : LE CREDIT MAROCAIN, ayant comme mandataire, M. Léon Dufour, son directeur, domicilié à Casablanca, chez M° Cruel, avocat, boulevard de l'Horloge, n° 98.

Le bornage a eu lieu le 11 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1312°

Propriété dite : LES HIRONDELLES, sise à Casablanca, quartier Racine, boulevard Circulaire.

Requérant : M. DECQ Joseph Bonaventure, domicilié chez M. Marage à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 217.

Le bornage a eu lieu le 12 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1313°

Propriété dite : IMMEUBLE DECQ, sise à Casablanca, quartier Racine, boulevard Circulaire.

Requérant : M. DECQ Joseph Bonaventure, domicilié chez M. Marage à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 217.

Le bornage a eu lieu le 13 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

Réquisition n° 1314°

Propriété dite : PROPRIÉTÉ DES TROIS FRÈRES, sise à Casablanca, rue de la Liberté, n° 3.

Requérant : M. FEUGNET, Paul Gaston, demeurant à Casablanca, et domicilié chez M° Marage, avocat à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 217.

Le bornage a eu lieu le 27 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière, p. i.,
ROLLAND.

*
*

ERRATUM à l'avis de clôture de bornage de la propriété dite : « Les Creuzes », réquisition 497°, située à 30 kilomètres de Kénitra sur la rive gauche du Sebou, publié au Bulletin Officiel du 24 Juin 1918, n° 296.

Au lieu de : Requérants primitivement la COMPAGNIE AGRICOLE MAROCAINE ; actuellement, M. VIDEAU Henri.

Lire : Requérants primitivement : LA COMPAGNIE AGRICOLE MAROCAINE ; actuellement, LA MEME COMPAGNIE et M. VIDEAU Henri.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Annonces judiciaires, administratives et légales

EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT FRANÇAIS

ADMINISTRATION DES DOMAINES
DE L'ÉTAT CHÉRIFIEN

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que l'immeuble domanial dénommé : Betma Guellafa, sis dans la circonscription de Fès-Banlieue a été délimité le 29 avril 1918, par application du Dahir du 3 janvier 1916.

Le procès-verbal de la Commission qui a procédé à cette délimitation a été déposé le 6 mai 1918 au Bureau des Renseignements de Fès-Banlieue où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois à partir du 27 mai 1918, date de l'insertion du présent avis au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions seront reçues dans le délai sus-indiqué au Bureau des Renseignements de Fès-Banlieue.

Rabat, le 16 mai 1918.

Le Chef
du Service des Domaines,
DE CHAVIGNY.

EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT FRANÇAIS

ADMINISTRATION DES DOMAINES
DE L'ÉTAT CHÉRIFIEN

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que l'immeuble domanial dénommé : Blad Bou Laouane, sis sur la rive droite de l'Oum Rebia (annexe des Oulad Saïd), circonscription de Chaouïa-Sud, a été délimité le 30 juillet 1917. (10 Chaoual 1335), par application du Dahir du 3 janvier 1916, et conformé-

ment à l'arrêté viziriel du 2 mai 1917 (10 Redjeb 1335).

Le procès-verbal de la Commission qui a procédé à cette délimitation a été déposé le 29 mai 1918 au Bureau de l'annexe des Oulad Saïd, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 24 juin 1918, date de l'insertion du présent avis au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions seront reçues dans le délai sus-indiqué au Bureau de l'annexe des Oulad Saïd.

Rabat, le 12 juin 1918.

Le Chef
du Service des Domaines,
DE CHAVIGNY.

EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT FRANÇAIS

ADMINISTRATION DES DOMAINES
DE L'ÉTAT CHÉRIFIEN

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de l'immeuble domanial dénommé Ras el Ma, sis dans la circonscription de Fès-Banlieue, a été déposé le 26 Mai 1918 au Bureau des Renseignements de Fès-Banlieue où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 10 Juin 1918, date de l'insertion du présent avis au « *Bulletin Officiel* ».

Les oppositions seront reçues dans le délai sus-indiqué au Bureau des Renseignements de Fès-Banlieue.

Rabat, le 2 Juin 1918.

Le Chef
du Service des Domaines, p. i.,
FONTANA.

EMPIRE CHÉRIFIEN

VIZIRAT DES HABOUS

VILLE DE MEKNÈS

ADJUDICATION

pour la vente-échange d'un terrain appartenant aux Habous des Madachirs de Zerhoun.

Le Mercredi 28 Kaada 1336 (4 Septembre 1918), à dix heures dans les Bureaux du Nadir de Zerhoun, il sera procédé à la mise aux enchères publiques pour la vente échange d'un terrain, d'une surface approximative de 1 hectare 74 ares, situé dans la Dechra des Beni Amar de Zerhoun.

Mise à prix . . . 1.750 PH.

Dépôt en garantie (cautionnement) à verser avant l'adjudication. . . . 227 PH. 50
Pour tous renseignements s'adresser :

1° Au Nadir des Habous de Zerhoun ;

2° Au Mouraqib des Habous de Meknès ;

3° Au Vizirat des Habous (Dar Makhzen) à Rabat, tous les jours, de 9 à 12 heures, sauf les vendredis et jours fériés musulmans.

4° A la Direction des Affaires Chérifiennes (Contrôle des Habous), à Rabat, tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance d'Oudjda.

Suivant acte reçu par M. J. Taverne, Secrétaire-Greffier du Tribunal de première Instance d'Oudjda, exerçant au Maroc les fonctions de notaire, le 3 août 1918, enregistré, dont une expédition a été déposée ce même jour au Secrétariat. Mme veuve Judas ABECASSIS, demeurant

à Arbaoua (Maroc Occidental), a confié à M. Salomon BOUAZIZ, commerçant à Martimprey du Kiss, pour six ou neuf années consécutives à compter de ce jour, la gérance de la maison de commerce qu'elle exploite à Martimprey du Kiss.

Ledit commerce comporte et, en conséquence, la gérance confiée à Bouaziz comportera la vente des tissus et denrées coloniales tant sur la place de Martimprey que sur les marchés de Berkane, Taforalt, Oudjda, Adjeroual-Kiss et autres, et l'achat et la vente de bestiaux.

Tout matériel, bestiaux, et marchandises sont la propriété de Mme veuve Abecassis, tous achats et ventes sont faits pour son compte. M. Sa'omon Bouaziz s'interdit de faire aucune opération commerciale pour son propre compte.

Pour extrait conforme :

Oudjda, le août 1918.
Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
TAVERNE.

SERVICE DES BAUX ET FORÊTS

Avis de dépôt du procès-verbal de délimitation du massif forestier du Korifla.

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation du massif forestier du Korifla, dont le bornage a été effectué le 15 août 1917 et jours suivants, sera déposé le 19 août 1918, dans les bureaux de l'annexe indépendante des Zaër, à Camp Marchand, où toutes les personnes intéressées pourront en prendre connaissance.

Le délai pour former les oppositions à la dite délimitation est de trois mois à partir du 19 août 1918, date de l'insertion du présent avis au *Bulletin Officiel* du Protectorat

Les oppositions seront reçues dans les bureaux de l'Annexe Indépendante des Zaër à Camp Marchand.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Secrétariat

D'un jugement contradictoirement rendu par le tribunal de première Instance de Rabat, le 8 mai 1918, entre :

1° M. Gustave Flavien BRU, actuellement mobilisé au 2° Génie à Fès, d'une part ;

2° Mme Marie NIDELLET, épouse du sieur Bru, demeurant à Fès, d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé entre les époux BRU-NIDELLET au profit du mari et aux torts et griefs de la femme.

Rabat, le 6 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
DURAND.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Rabat.

N° 87 du 29 juillet 1918. Compagnie Marocaine d'Elevage et de Commerce.

Inscription requise par M. Pierre Alric, demeurant à Marseille, 61, boulevard des Dames, domicilié à Rabat, avenue Marie Feuillet, de la firme ou raison commerciale :

COMPAGNIE MAROCAINE
D'ELEVAGE et de COMMERCE

Dont il est propriétaire pour tout le Maroc

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
DURAND.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

Service Régional d'Architecture

VILLE DE CASABLANCA

Construction
d'un Lycée de Garçons

AVIS D'ADJUDICATION

Le JEUDI 29 août 1918, à 15 heures, il sera procédé dans les bureaux du Service Régional d'Architecture de Casablanca, sis rue de Tours (Foncière), à l'adjudication au rabais, sur

soumissions cachetées, des travaux ci-après désignés :

Construction
d'un Lycée de Garçons
à Casablanca

1^{er} LOT

Fouilles pour fondations, maçonneries, pavage couvertures et caissons :

Montant à l'entreprise 1.376.118 55

2^o LOT

Charpente, Menuiserie et quincaillerie :

Montant à l'entreprise 263.836 87

3^o LOT

Plomberie, robinetterie et appareils sanitaires :

Montant à l'entreprise 185.520 25

4^o LOT

Marbrerie :

Montant à l'entreprise 139.998 33

5^o LOT

Peinture et Vitrerie :

Montant à l'entreprise 78.096 20

6^o LOT

Terrassements et plantations :

Montant à l'entreprise 129.088 20

7^o LOT

Electricité :

Montant à l'entreprise 18.546 55

Total de la Somme à l'entreprise: 2.191.205 28

Somme à valoir pour divers 33.794 72

Total Général. 2.225.000 00

Montant des cautionnements provisoires :

1^{er} Lot 20.000 00

2^o Lot 4.000 00

3^o Lot 3.000 00

4^o Lot 2.000 00

5^o Lot 1.200 00

6^o Lot 1.500 00

7^o Lot 300 00

Ces cautionnements seront constitués dans les conditions fixées par le Dahir du 20 janvier 1917 (Bulletin Officiel n° 223) et seront versés entre les mains du Trésorier Général du

Protectorat ou des Receveurs Particuliers des Finances. Ils deviendront définitifs après approbation de l'adjudication.

Les références des soumissionnaires devront être soumises au visa du Chef du Service Régional d'Architecture de Casablanca avant le 20 août 1918.

Sous peine de nullité, les soumissions seront inscrites sur papier timbré, conformément à la formule remise par le Chef du Service Régional d'Architecture de Casablanca. Les soumissionnaires indiqueront le rabais consenti en nombre entier de centimes par franc.

Ces soumissions devront être remises contre récépissé ou parvenir par lettre recommandée, au Bureau du Chef du Service Régional d'Architecture de Casablanca, le 28 août, avant 17 heures.

Pour être admis à l'adjudication, les soumissionnaires mobilisables, non titulaires d'un sursis illimité, devront présenter :

1° Français, une autorisation du Commandant de leur subdivision ;

2° Alliés, une autorisation de leur Consul.

Les pièces du projet pourront être consultées à partir du 13 août 1918 :

1° A Rabat, à la Direction Générale des Travaux Publics ;

2° A Casablanca, au Service Régional d'Architecture.

Assistance judiciaire

Décision du 23 mars 1917

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Secrétariat-Greffe

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal de première Instance de Casablanca, le 17 avril 1918, entre :

1° La dame Innocenza Paola Egizia LAMBERTI, d'une part ;

2° Le sieur Giuseppe Pietro CENSON, d'autre part ;

Il appert que la séparation de corps a été prononcée aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 29 juillet 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.

SAUVAN.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Rabat.

N° 88 du 31 juillet 1918. « La Bordelaise. »

Inscription requise par M. Gabriel GUILHEM, représentant de commerce, demeurant à Rabat, de la firme ou raison commerciale :

LA BORDELAISE

Représentation, Importation
Expertation

Agent Gabriel GUILHEM, rue de la République, Rabat.

Dont il est propriétaire pour tout le Maroc.

Le Secrétaire-Greffier
en Chef p. i.,

DURAND.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Aux termes d'un acte sous-seing privé, enregistré, fait, à Casablanca, le 18 juillet 1918, déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 31 juillet 1918.

La Société GALIBERT et SARRAT, Société en nom collectif, dont le siège est à Mazamet (Tarn) : M. Pierre FLIPO, négociant à Tourcoing (Nord) ; M. VOREUX CAN Alfred, négociant à Roubaix (Nord) et M. DOUTRE Antoine, négociant à Casablanca, ont déclaré que la Société qui avait été formée entre eux, suivant acte sous-seing privé, en date, à Paris, du 26 octobre 1916, sous la raison sociale : L'UNION FRANCO MAROCAINE, A DOUTRE et Cie, ladite Société en nom collectif entre M. VOREUX CAN et M. DOUTRE et en commandite par rapport à la Société GALIBERT et SARRAT et M. FLIPO, est dissoute à compter du 18 juillet 1918.

Une expédition dudit acte a été déposée au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, le 9 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
SAUVAN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Secrétariat

D'un jugement par défaut rendu par le Tribunal de première Instance de Rabat, le 17 avril 1918, entre :

1° Mme Julie SORRENTINO, épouse du sieur Giacomino, employée, demeurant à Casablanca boulevard d'Anfa, d'une part ;

2° M. Frédéric GIACOMINO, coiffeur, demeurant à Rabat, rue Souika, d'autre part, notifié à personne le 11 mai 1918.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les époux Giacomino-Sorrentino au profit de la femme et aux torts et griefs du mari.

Rabat, le 14 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
DURAND.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Rabat.

N° 78 du 2 Juillet 1918
Nantissement Frédiani Verdier

Suivant acte sous seings privés fait à Rabat le vingt-huit Juillet mil neuf cent dix-sept enregistré ; et suivant autre acte sous seings privés fait à Rabat le quinze Juin mil neuf cent dix-huit enregistré confirmant et renouvelant en tant que de besoin l'acte précité et dont l'un des originaux de chacun des actes précités sont demeurés annexés à la minute d'un acte reçu le premier Juillet mil neuf cent dix-huit par Monsieur le Secrétaire Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance de Rabat ; Monsieur Frediano Frediani, restaurateur, propriétaire, directeur du café-restaurant-cinéma « Les Deux Sœurs Latines », à Rabat, s'est reconnu débiteur d'une certaine somme envers Monsieur Etienne Verdier, entrepreneur de Travaux Publics, à Rabat.

Pour garantir le remboursement de cette somme, Monsieur Frediani a donné à Monsieur Verdier en nantissement le fonds de commerce connu sous le nom « d'Établissement des

Deux Sœurs Latines », qu'il possède et exploite à Rabat, Boulevard El Alou, comprenant : l'enseigne, la clientèle et l'achalandage y attaché, la licence relative à cette exploitation, le matériel servant à cette même exploitation, et les droits aux baux des lieux dans lesquels cet établissement est exploité ; suivant clauses et conditions insérées au dit acte.

Les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

Pour deuxième et dernière insertion.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
DURAND.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Secrétariat-Greffe

D'un jugement contradictoire rendu par le Tribunal de première Instance de Casablanca, le 5 août 1918, entre :

1° La dame Fernande Noémie FOUCCASSA, d'une part ;

2° Le sieur DOUTRE Antonin, d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 5 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
SAUVAN.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Aux termes d'un acte sous-seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 31 juillet 1918, déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 31 juillet 1918.

M. Henri SALOMON, négociant, à Mazagan et M. Rboart DEFAYE, avocat à Casablanca, agissant au nom et comme mandataire de M. Maximilien PITOIS, négociant à Marrakech, aux termes de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte, enregistré, reçu par le Secrétaire Greffier du Tribunal de Paix de Marrakech, le 22 juin 1918,

déclarant vouloir user respectivement de la faculté de retraite accordée aux associés en nom collectif, par l'article 9 des statuts de l'acte de Société en commandite simple : « H. SALOMON, M. PITOIS et Cie », reçu par M^e Chaverot, notaire à Cette, le 17 mars 1913 ont décidé la dissolution de la dite Société, dont le siège est actuellement à Marrakech, au domicile de M. Pitois, constituée entre les dits sieurs Salomon et Pitois et un commanditaire désigné à l'acte pour une durée de dix ans à compter du 17 mars 1913.

En conséquence, la Société se trouve dissoute à compter du 31 juillet 1918, et sa liquidation sera faite par les deux associés en nom collectif qui pourront agir séparément avec les pouvoirs les plus étendus.

Une expédition dudit acte a été déposée au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, le 10 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier
en Chef p. i.,

SAUVAN.

SECRETARIAT
DU
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

RÉUNION

des Faillites et Liquidations Judiciaires
du Mercredi 21 août 1918,
à 4 heures du soir
dans la salle d'audience
du Tribunal

M. PUVILLAND, Juge-Commissaire.

M. GARNEAU, Juge-Commissaire.

Faillite Société MESSOD D. EDERY et Cie, de Tanger à Casablanca. Vérification de créances.

Faillite David EDERY, ex-commerçant de Tanger à Casablanca. Vérification de créances.

Faillite Elias GUITTA, ex-commerçant de Tanger à Casablanca. Vérification de créances.

Liquidation judiciaire, Pierre FERRIER, commerçant à Marrakech. Dernière Vérification de créances.

Liquidation judiciaire, Bouchaib ben el Hadj et Mzabi, com-

merçant à Casablanca. Concordat ou état d'union.

Liquidation judiciaire, Abdelkrim ben Djillali et Moulha commerçant à Marrakech. Concordat ou état d'union.

Liquidation judiciaire, Abdelghani Benkiran, commerçant à Casablanca. Concordat ou état d'union.

Liquidation judiciaire, Paul VOISIN, commerçant à Casablanca. Reddition de comptes.

Liquidation judiciaire, David ZAGURY, commerçant à Casablanca. Reddition de comptes.

Faillite, Salomon Issac BEN-SIMON, commerçant à Casablanca. Reddition de comptes.

Faillite, Hadj MOHAMED EL OFIR, commerçant à Casablanca. Reddition de comptes.

Casablanca, le 10 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier en chef p. i.,
SAUVAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE CASABLANCA

Par ordonnance de M. le M. le Juge de Paix le 31 juillet 1918, la succession de Madame BOURDIN, épouse Figuenda, en son vivant, demeurant à Casablanca, décédée au dit lieu, le 28 juillet 1918, a été déclarée présumée vacante.

En conséquence, le Curateur invite les héritiers, ayants droit et créanciers à se faire connaître et lui adresser les pièces justificatives de leurs qualités ou leurs titres de créances.

Le Curateur aux Successions
vacantes,
D. A. ZEVACO.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Inscription requise par M. Charles MOCHET, commerçant à Casablanca, boulevard de la Gare, de la firme :

SAVONNERIE MAROCAINE

Déposée au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, le 13 août 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef p. i.,
SAUVAN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Secrétariat-Greffé

VENTE

sur saisie immobilière après surenchère

Il sera procédé le lundi 23 septembre 1918, à 9 heures dans les bureaux du Secrétariat-Greffé du Tribunal de Première Instance de Casablanca, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'une maison située à Casablanca, 52, Place du Jardin Public, composée de trois grandes pièces, deux plus petites, un vestibule, cour intérieure ou patio, puits et citerne, au-dessus la terrasse.

Cet immeuble confine au nord Place du Jardin Public; de l'ouest le boulevard du 2^e Tirailleurs prolongé; du sud, Salah Bougteb, impasse El Mézouar; et de l'est l'immeuble de M. Hadj Omar Tazi. Il est loué à M. Romero Etienne, à raison de cent francs par mois.

Il a été saisi à la requête de la Compagnie Algérienne agence de Casablanca, à l'encontre de Si Mohamed Tayeb Dukali, propriétaire à Casablanca, y demeurant rue des Anglais, suivant procès-verbal du 5 octobre 1917, en exécution de deux jugements de défaut du Tribunal de Première Instance de Casablanca, en date du 12 Juin 1916.

Il est remis en vente à la suite d'une surenchère du sixième faite par M. Hadj Mohamed el Ohi, commerçant à Casablanca.

Il n'existe pas de titre de propriété.

Les constructions appartiennent au poursuivi qui les a fait édifier; quant au sol sur lequel elles reposent, il appar-

tient au Maghzen, ainsi que cela résulte des déclarations du poursuivi et d'une lettre de M. le Chef de la Circonscription Domaniale de la Chaouïa, jointe au dossier.

Ce qui précède étant donné à titre de renseignement et sans garantie.

L'immeuble dont il s'agit, à l'exclusion du terrain sur lequel il repose, sera exposé aux enchères publiques après surenchère sur la nouvelle mise à prix de huit mille trois cent francs, ci. **8.300**

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges et suivant les prescriptions des articles 342 et suivants du Dahir Procédure Civile. Le prix d'adjudication augmenté des frais faits pour parvenir à la vente, sera payable au Secrétariat-Greffé dans un délai de vingt jours à compter de l'adjudication.

L'adjudication ne transmettra à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété que ceux appartenant au saisi, ainsi qu'il en résulte de l'article 349 du Dahir de procédure civile.

Dès à présent tous offres d'enchères peuvent être faites à ce secrétariat jusqu'au jour de l'adjudication définitive qui aura lieu le lundi 23 septembre 1918, dans les mêmes bureaux et qui sera prononcée au profit du plus fort et dernier enchérisseur solvable ou fournissant une caution solvable.

Pour tous renseignements s'adresser au Secrétariat-Greffé du Tribunal de Première Instance de Casablanca où se trouve déposé le cahier des charges.

Casablanca, le 12 Août 1918.

Le Secrétaire-Greffier
en Chef p. i.,

J. SAUVAN.

BIBLIOGRAPHIE

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL, dirigé par M. CLUNET

SOMMAIRE DE L'ANNEE 1918 (45^e année, 2^e et 3^e liv.). — Enfants de Français en Amérique latine (A. Weiss). — Séquestre des biens ennemis en Allemagne (E. Dreyfus). — Commissions rogatoires en Italie (J. Diena). — Changement de nationalité par mariage (M. Satoraud). — Alliés en France et exterritorialité (Ed. Clunet). — Personnes morales étrangères en Suisse (E. Borel). — Nationalité en Argentine (E. Zeballos). — Sujets ennemis en Italie (Pelizzi). — ANALYSES. Etrangers dans l'armée française. — Répression de l'espionnage en Belgique. — Travailleurs chinois en France. — Séquestre des biens ennemis au Brésil. — Espionnage allemand en Russie. — « Indésirables » à Paris. — Asile et expulsion en Suisse (L. D.) — QUESTIONS PRATIQUES. Chose jugée à l'étranger (F. T.). — Accident du travail des « Protégés » (J. P.). — Valeurs étrangères. — Prisonniers de guerre. — Passeport. — Emprunts étrangers. — Séquestre. — Service militaire, etc. — ACTUALITÉS. Réquisition des navires étrangers (Ed. Clunet). — Garantie en France de l'emprunt russe. — Outrages envers un Etat. — Prisonniers de guerre en Allemagne (L. D.). — Corps diplomatique en Suisse. — Retrait de naturalisation (L. D.). — Bombardements allemands d'agents diplomatiques (L. D.). — Cor damné à mort pour intelligences avec l'ennemi. (Ed. Clunet). — JURISPRUDENCE : France. Commerce avec l'ennemi. — Contrat. — Divorce. — Intelligences avec l'ennemi. — Mariage. — Moratoires. — Nationalité. — Navires. — Séquestres. — Sociétés, etc.). Allemagne; Angleterre; Brésil; Chine; Espagne; Etats-Unis; Italie; Suisse. — ORGANISMES INTERNATIONAUX. — DOCUMENTS (guerre). — FAITS ET INFORMATIONS (guerre). — (Un an : 25 fr.; étranger : 28 fr.; Marchal et Godde, lib., 27, place Dauphine, Paris).

Compagnie Algérienne

SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 62.500.000 francs entièrement versés — Réserve : 75.000.000 de francs

Siège Social à Paris : 50, rue d'Anjou

COMPTOIRS A TANGER ET CASABLANCA

Agences à Fès, Larache, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi et Oudjda

Bureau à Kénitra

BONS A ÉCHÉANCES FIXES

à 1 an, 3 % — de 2 et 3 ans, 5 % — de 4 et 5 ans, 4 %.

Dépôts de titres - Location de coffres-forts

Salle spéciale de coffres-forts

Location de coffres-forts et de compartiments depuis 5 fr. par mois